



EDITORIAL

Chers Camarades,

Nous sommes à quelques jours du vote de notre congrès. Nous avons eu finalement peu d'occasions de nous rencontrer. De la phase de préparation au vote de jeudi prochain, trop peu de temps a été consacré à nos débats. Nos deux seules réunions sur les différentes contributions et motions ne sauraient suffire, ni à éclairer les choix de l'ensemble des militants, ni à créer les conditions d'un sentiment d'appartenance à une cause commune.

Pourtant, dans la droite ligne du Socialisme de Jaurès, il est fondamental que les adhérents puissent, si ce n'est s'entendre, du moins s'écouter mutuellement. C'est une condition essentielle à nos futurs rassemblements pour qui se réclame du socialisme et de la gauche. C'est bien dans ce cadre, sans écarter personne ni être mis au pied du mur, qu'il convient d'organiser les débats entre les différentes tendances pour déterminer notre horizon commun pour les trois ans à venir.

La tâche est ardue, elle nécessite, sans renoncement, de ne pas perdre de vue l'objectif des socialistes : « changer de société » par l'implication de tous, des militants les plus aguerris aux nouveaux adhérents. La motion C souhaite s'inscrire dans ce processus et présentera un(e) candidat(e) au secrétariat de section.

Blaise Chabanis, ancien secrétaire fédéral.



ANCERER LE PARTI À GAUCHE

Le Parti Socialiste a besoin plus que jamais de s'ancrer à gauche afin de **répondre aux besoins des salariés**. Le combat central de notre parti doit être le pilier social. Ce ne sont pas des questions théoriques que les salaires, les retraites, la sécurité sociale, la puissance publique, le droit à l'éducation et la laïcité, c'est une revendication légitime qu'ils soient les instruments du bien vivre.

Ce qui fait la force de la motion C, c'est qu'elle affirme que pour parvenir à augmenter les salaires, pour assurer la sécurité sociale, pour consolider les droits des salariés, pour trouver les moyens de l'écologie, il faut beaucoup moins rémunérer les actionnaires, dont la soif de profit nous a amené à la crise financière d'aujourd'hui, parachèvement de la crise sociale, environnementale, et alimentaire. **Un simple ajustement fiscal ne suffira pas**. La marge de manœuvre nécessaire se chiffre en dizaines de milliards d'euros juste pour la France.

Notre première proposition d'orientation pour le parti est de reprendre les 10 points de PIB (160 milliards par an) que le capital a pris au travail ces 20 dernières années. Pas uniquement par la négociation, mais par l'intervention de la puissance publique. Car **le mot clef est lâché : l'intervention**. Le volontarisme. Seul le volontarisme a permis les 35 H, les emplois jeunes, mais aussi les 40 H, les lois Auroux, la retraite à 60 ans...

La victoire aux élections ne suffira pas à rendre aux salariés les acquis sociaux que la droite détruit pan à pan. Seule la volonté du rapport de force le permettra. Avec le rassemblement de ses composantes, le rapport de force est l'outil de la gauche. **Qui sont les idéalistes ?** Ceux qui pensent qu'il faut ajuster un peu le système ou ceux qui prennent la mesure de l'ambition qu'il faut au parti pour représenter les salariés ?

Chers Camarades, c'est le moment de comprendre l'ampleur de nos responsabilités devant les dégâts du libéralisme, devant l'injustice, il faut reprendre la main. C'est ce que propose la motion C.

«LE MONDE CHANGE, MAIS AU PS RIEN NE CHANGE»

Interview de Benoît Hamon dans Libération du 29 octobre dernier

Député européen socialiste, Benoît Hamon, 41 ans, dont la motion rassemble l'aile gauche du PS, analyse les effets de la crise financière et détaille ses propositions.

Nicolas Sarkozy serait devenu «socialiste», selon le président du Venezuela, Hugo Chavez...

C'est sûrement de l'ironie de la part de Chavez. Aujourd'hui Nicolas Sarkozy mobilise l'argent public et les ressources du politique pour remettre les marchés sur pied. Pas pour en modifier les règles du jeu. Il n'y a rien de socialiste à appeler le retour de la puissance publique d'une main et, de l'autre, à poursuivre la privatisation de la Poste, le démantèlement de l'hôpital public, la suppression des postes de fonctionnaires, et à faire travailler les gens le dimanche. Sarkozy vient sauver celles et ceux à qui il doit sa carrière politique. C'est l'exemple le plus emblématique d'une socialisation des pertes. On efface la dette de jeu des banquiers en les laissant spéculer comme avant, en toute impunité et sans contrepartie.

Que feriez-vous si vous étiez au pouvoir ?

Dans l'immédiat, la France a besoin d'un bouclier social pour amortir les effets de la crise financière. Il faut s'attendre en 2009 à une vague sans précédent de délocalisations, de plans sociaux, un coup supplémentaire porté au pouvoir d'achat des familles, et à une dégradation des conditions de travail des salariés, soumis au chantage à l'emploi.

Que proposez-vous alors ?

Il faut un moratoire sur les délocalisations, un prolongement de l'indemnisation des chômeurs en fin de droit, l'interdiction des licenciements boursiers, une baisse exceptionnelle de la TVA sur les produits de première nécessité, la mise en œuvre d'un bouclier logement fixant à 20 % maximum la part du loyer dans les revenus d'un ménage. Et un programme «emploi jeune numéro 2» axé sur les services aux personnes...

Quel financement envisagez-vous pour ce bouclier social ?

L'urgence commande de supprimer le «paquet fiscal» de 14 milliards d'euros. Et puisque tout le monde s'accorde sur l'absurdité du pacte de stabilité et de croissance – on vient de mettre 10,5 milliards d'euros pour recapitaliser six banques françaises sans contrepartie – il me paraît logique qu'on poursuive l'effort de solidarité à l'égard de Français frappés de plein fouet par la crise. Notamment en revalorisant les minima sociaux, en supprimant les niches fiscales, en taxant les stock-options et en augmentant le rendement de l'impôt sur la fortune.

Au PS, tout le monde sort le drapeau rouge. En quoi votre motion se distingue-t-elle ?

Notre motion est différente car elle n'a pas eu besoin de changer radicalement de grille d'analyse et de solution ! (...) Le problème n'est pas tant de faire de la surenchère dans la description du chaos. Mais de dire clairement comment les socialistes se mobiliseront, dans les mois et les années qui viennent, pour être utiles aux Français, dans les collectivités locales que nous dirigeons et au Parlement, afin d'en finir avec cette opposition timide complexée et désolante.

(...)

Le climat est au retour d'une gauche de gauche.

Pensez-vous en bénéficier ?

On a gagné une bataille essentielle, celle de la crédibilité. Qui est aujourd'hui crédible pour rassembler tous les socialistes, préparer l'union indispensable de la gauche dans les trois prochaines années ? Ceux qui sont associés historiquement et idéologiquement aux quinze dernières années de dérive d'un socialisme français marqué par la conversion à des formes plus ou moins tempérées de libéralisme économique ? Ou ceux qui n'ont jamais cru que la modernité c'était embrasser les solutions économiques de la droite ?

Votre discours accroche-t-il chez les militants ?

Incontestablement et un peu partout. J'ai conscience que dans certaines grandes fédérations, le succès de salle risque de ne pas se traduire dans les urnes. Le moment est trop grave et trop sérieux pour qu'au PS on rejoue une scène

maintes et maintes fois répétée. Tout change. Le monde, l'Europe, la France changent. Mais au PS rien ne change. On reprend l'orientation, la direction d'hier, et on cherche à faire croire que cela suffit à relancer un parti qui vient de perdre trois élections présidentielles successives.

Êtes-vous une caution de gauche pour le PS ?

Le choix par les responsables politiques et les élus qui m'entourent de valoir un homme de 40 ans pour incarner la mixité n'était ni naturel ni évident. La preuve c'est que les autres ne le font pas. Quel est le candidat vers lequel convergent toutes les analyses sur le fond ? Aujourd'hui mon projet divise ou rassemble ? J'ai plutôt l'impression qu'il rassemble. Moi je n'ai jamais changé d'idée. Quand j'ai adhéré au PS à Brest, les ouvriers de l'arsenal étaient rocardiens, cathos de gauche et radicaux. Ce sont les autres qui se sont déportés sur la droite et maintenant reviennent à gauche. La solution pour le PS c'est un leadership renouvelé au service d'une orientation renouvelée.

Vous ne serez pas majoritaire, alors vers qui vous tournerez-vous ?

Aucune motion ne sera majoritaire seule. Je ne suis pas dupe de ceux qui annoncent des rapprochements pour nous siphonner des voix. Il y a aussi de fortes pressions pour un rapprochement entre Aubry et Delanoë. Que certains fassent 10 000 voix de plus dans une grande fédération ne me convaincra pas de me retirer. Ma candidature n'a pas pour vocation d'amuser la galerie, mais de rassembler dès le lendemain du 6 novembre. Ça va être difficile, mais rappelez-vous Mitterrand à Epinay : il avait fait 12 % !

Recueilli par • MATTHIEU ÉCOIFFIER

PARTICIPER AUX LUTTES SOCIALES

La participation aux luttes sociales permet à tous les militants de comprendre les revendications des salariés et de mesurer la réalité de l'ampleur des reculs sociaux dans le pays. Elle permet de garder le contact avec ceux que nous représentons et de constater à chaque fois le sens des responsabilités de ceux qui se battent uniquement pour pouvoir vivre dignement de leur travail. La section de Torcy doit organiser les rendez-vous pour les manifestations concernant les services publics, la défense des retraites, les salaires, elle doit soutenir les syndicats et faire entendre les propositions du parti socialiste. Cela passe par une dynamique de mobilisation des militants dans la durée.



SECTORISER TORCY, MILITER ET FAIRE UN PORTE-À-PORTE RÉGULIER

La section de Torcy ne peut pas se permettre, pendant le troisième mandat municipal de notre équipe, mandat sans opposition visible de surcroît, de ne pas occuper le terrain pour y accompagner les élus et démultiplier leur message. Nous proposons d'approfondir l'organisation en secteurs de la ville et de mettre en œuvre une logique de campagne continue, même en dehors des élections. Porte à porte, tracts, affichage, sur des thèmes locaux ou nationaux, c'est notre dynamisme sur le terrain qui doit être le moteur de nos débats en section et qui nous permettra de ne pas avoir l'impression de n'être qu'entre nous. Il faudra ainsi rechercher l'équilibre entre l'écoute, la remontée des préoccupations, et la volonté de convaincre. Là encore, chaque militant se verra confier une partie de la mission qui consiste à porter les messages politiques du parti, et à mesurer la portée de ceux-ci.

PROPOSITIONS POUR LA SECTION

DONNER DES RESPONSABILITÉS À TOUS

La section de Torcy doit prévoir l'avenir et permettre à chacun d'exercer des responsabilités. L'enjeu est d'importance car pour l'instant, les équipes dirigeantes sont dans leur immense majorité issues des mêmes groupes sociaux. Pour assurer les relèves futures, sans briser les équipes actuelles et dans la reconnaissance du travail accompli par tous, nous devons progressivement confier des responsabilités militantes plus largement, afin de réaliser ce que les socialistes ont toujours promis en terme d'égalité et de parité.

INTENSIFIER LA FORMATION DES MILITANTS

C'est le rôle du parti que de former les militants afin qu'ils aient les armes nécessaires pour se forger leur opinion sur les débats internes, et de s'assurer qu'aucun d'entre eux n'est perdu dans la technicité de telle ou telle proposition. Il n'y a pas de militant qui n'ait besoin de formation, quelle que soit son ancienneté, et la formation est une énorme source de motivation et de réalisation de soi, lorsqu'elle est consentie, qu'elle ne conduit pas à l'embrigadement, et qu'elle est source de Liberté, d'Égalité et de Fraternité entre les socialistes. Il faut reprendre le 1/4 d'heure de formation pendant les réunions de section, organiser des séances régulières dont une équipe pluraliste de militants sera responsable, utiliser chaque activité militante comme outil de formation de façon à ce que cette dernière ne soit pas l'affaire de «ceux qui savent» contre «eux qui ne savent pas», mais que chacun apprenne de l'autre.

C'EST DANS LA MOTION C

La motion C n'a pas eu besoin de voir arriver la crise financière pour faire des propositions réalistes et avoir une analyse pertinente. Voici ce que vous pourrez trouver dans notre texte (reportez vous au cahier des motions) sans ajout "d'adaptation" :

- **Réformer le système financier** (p. 98 et 99) dont création d'une taxe mondiale pour ralentir les mouvements de capitaux (p. 99)
- **Sortir du libre-échange généralisé** (p. 70, 71, 72 et 73)
- **Affirmer le retour de la puissance publique** (p.76,77, 78)
- **Création d'un pôle financier public fort** (p. 77)
- **Revenir sur l'indépendance de la BCE** (p. 79)
- **Révision du Pacte de stabilité** (p. 79)
- **Redistribuer les richesses** (p. 73, 74, 75)
avec notamment l'augmentation des salaires, le maintien du droit à la retraite à 60 ans, le renforcement de la justice fiscale, l'encadrement des loyers et leur blocage pour 2009, etc.



Les signataires torcéens de la motion C :

ARNAULT Eric,
BIETTRON Monique,
CHABANIS Blaise
(CM, Conseil Fédéral),
DIALLO Haby,
GHEBGHOUB Abdelhafid,
IOSUB Christine
(Maire Adjointe),
LAMANDE Genevieve,
PIERSON Georges
(Bureau Section Torcy),
PIPINO Bernard,
POPHILLAT Marie-Claire
(Maire Adjointe, Com Conflits),
RUELLE Yves,
TARET Kelly,
TASSEL Stephane,
VALETTE Raphaël,
VAN ERKELENS Audrey.

RAPPEL CONCERNANT LA PROCEDURE DE VOTE

■ **Prenez avec vous votre carte d'identité, et votre carte du parti.** Depuis la dernière élection des candidats pour l'élection législative, la demande de carte d'identité lors du vote a été mise en œuvre et conservée. Des assesseurs extérieurs à la section pouvant éventuellement être présents et ne vous connaissant pas, il a été demandé au niveau national à ce que le contrôle de l'identité des votants puisse être effectuée. La circulaire 1365 nationale indique le caractère obligatoire de cette présentation. Cela permet un plus grand sérieux du vote sur l'ensemble du territoire.

■ **Soyez en règle avec notre trésorier.** Il vaut mieux vous assurer de cela à l'avance avec lui. Pour voter, il faut être à jour de vos cotisations de militant et d'élu. Les cotisations de militant suivent le barème de revenus que vous recevez par courrier chaque année. Les cotisations d'élus représentent 17% de l'indemnité nette d'élu, 12% pour la part fédérale et 5% pour la part de la section, cette dernière part ayant été mise en œuvre librement par les élus eux même sans que la section le demande. Vous pourrez vous acquitter de cette cotisation le jour du vote, pensez à apporter votre chéquier car le liquide ne sera pas accepté, sauf cas accepté par tous les assesseurs.

■ **Le vote est personnel et secret.** Passez par l'isoloir comme un vote républicain.